

# LE SOCIALISME

## DOCUMENT

### **Le reportage de CNN faisant état de violences sexuelles commises le 7 octobre s'appuie sur des témoins non crédibles, dont certains ont des liens non divulgués avec le gouvernement israélien.**

<https://mondoweiss.net/2023/12/cnn-report-claiming-sexual-violence-on-october-7-relied-on-non-credible-witnesses-some-with-undisclosed-ties-to-israeli-govt/>

**Le 1<sup>er</sup> décembre 2023**

Jake Tapper, de CNN, n'a pas respecté les normes professionnelles et éthiques du journalisme dans un article prétendant apporter la preuve de violences sexuelles commises par des combattants palestiniens le 7 octobre.

**Par Anonymous Contributor**

**Note de l'éditeur :** Les auteurs de ce rapport sont basés en Palestine et ont demandé l'anonymat face à la persécution, la violence et les menaces des autorités israéliennes, qui les mettraient en grave danger.

Le 18 novembre 2023, CNN a diffusé un reportage du journaliste Jake Tapper. Ce reportage prétend apporter des témoignages sur des "*crimes de viol*" contre des femmes israéliennes qui auraient eu lieu le 7 octobre 2023. Quelques heures après la publication du reportage de CNN, une campagne médiatique internationale a été lancée par Israël et des groupes pro-israéliens. D'autres médias, dont le Washington Post, ont basé leurs reportages sur celui de CNN. Les militantes féministes et les groupes qui ont appelé à un cessez-le-feu à Gaza ont également été pris pour cible dans le cadre de cette campagne. Samantha Pearson, directrice du Centre d'aide aux victimes d'agressions sexuelles de l'Université d'Alberta au Canada, a été licenciée quelques heures après la diffusion du reportage. Elle avait signé une lettre le 25 octobre qui affirmait que l'accusation selon laquelle les Palestiniens étaient coupables de violences sexuelles restait "*non vérifiée*". La lettre ne disait pas qu'il n'y avait pas eu de violences sexuelles, mais qu'il n'y avait pas encore de preuves suffisantes pour étayer ces accusations.

Le rapport de CNN représente un grave manquement à la déontologie, que nous détaillons dans cet article. L'aspect le plus préoccupant du rapport est le fait que chacun des témoins et des "experts" cités dans le rapport de CNN s'avère soit manquer de crédibilité, soit avoir des liens avec des fonctionnaires et des institutions du gouvernement israélien. Un examen plus approfondi du rapport de CNN révèle une série de manipulations et de manquements professionnels, notamment le fait que tous les témoins que CNN prétend avoir "*trouvés*" figuraient dans des rapports antérieurs lancés et coordonnés par le gouvernement israélien, ce qui remet en question la part de reportage original ou d'établissement des faits dans le rapport

de CNN. Le fait que CNN n'ait pas respecté les normes professionnelles et éthiques d'un journalisme responsable soulève également des questions quant à l'éventuelle complicité de CNN avec une campagne politique orchestrée par le bureau du Premier ministre israélien pour perpétuer des allégations non vérifiées de viols massifs, et un effort plus large pour déshumaniser les Palestiniens afin de justifier la campagne génocidaire en cours dans la bande de Gaza.

### **Expert en droits de l'homme ou conseiller en sécurité nationale ?**

Le reportage de CNN commence par une interview de Cochav Elkayam-Levy. Elle est identifiée comme une "*experte en droit des droits de l'homme qui a organisé un comité civil pour documenter les preuves*". L'intervenante est en effet une experte, mais pas en matière de droits de l'homme. Dans le cadre de ses anciennes fonctions, notamment au sein du bureau du procureur général du gouvernement israélien dans le département du droit international, elle a fourni une justification juridique aux fonctionnaires israéliens qui commettent des violations des droits de l'homme à l'encontre des Palestiniens. Elle avait précédemment publié un "*guide pour les décideurs politiques, les fonctionnaires et les conseillers juridiques dans la gestion des grèves de la faim*". Elle y fournissait un manuel juridique détaillé pour "*normaliser par la législation et la réglementation*" l'alimentation forcée, un acte de torture brutal utilisé pour briser les prisonniers politiques. La même année, Israël a légalisé et réglementé la loi sur "*l'alimentation forcée*" afin d'opprimer et de torturer les prisonniers palestiniens qui protestent contre leur détention administrative par des grèves de la faim.

Pourtant, CNN a jugé opportun de la faire intervenir en tant qu'experte des droits de l'homme. Dans son interview, qui ouvre le reportage de CNN, Elkayam-Levy ne présente rien d'autre que des justifications pour l'absence de preuves et de faits. Alors qu'Elkayam-Levy prétend parler sous les auspices du "*comité civil*", CNN dissimule les liens étroits qui l'unissent au Conseil national de sécurité du Premier ministre israélien. Mme Elkayam-Levy est également la fondatrice et la directrice de l'"*Institut Dvora*", qui fonctionne comme un organe consultatif proche du "*Conseil de sécurité nationale*" du Premier ministre israélien. Le comité consultatif de l'Institut Dvora comprend un ancien directeur du bureau du Premier ministre israélien et trois anciens fonctionnaires du Conseil de sécurité nationale.

### **Les témoignages des soldats ne correspondent pas**

Le rapport affirme ensuite que CNN "*a trouvé des témoins des atrocités*". Il présente ensuite une vidéo d'un soldat israélien, de dos seulement, identifié par la lettre "G", qui prétend être un secouriste de l'unité "669" - l'unité de sauvetage tactique spéciale de l'armée de l'air israélienne.

Dans son témoignage, le soldat raconte qu'au cours d'une perquisition dans les maisons du "*Kibboutz Be'eri*", pendant les combats, il a ouvert la porte d'une chambre à coucher pour y trouver les corps de deux jeunes filles âgées de 13 à 15 ans, toutes deux tuées, l'une d'elles étant nue avec des restes de sperme sur le bas du dos.

Après avoir examiné les noms de toutes les filles tuées au kibboutz Be'eri le 71 octobre pour vérifier les faits, aucune paire d'adolescentes israéliennes correspondant à cette description n'a été retrouvée morte ensemble.

Par exemple, les deux sœurs ("Y" - 13 ans) et ("N" - 16 ans) constituent la possibilité la plus proche de ce que décrit l'ambulancier. Elles n'ont cependant pas été retrouvées ensemble, comme l'affirme "G". Selon les rapports israéliens, le corps de l'une d'entre elles a été retrouvé avec sa mère décédée à la maison, tandis que l'autre sœur et son père ont disparu pendant quelques jours. Selon Ynet, *"la famille souhaitait que la fille ait été enlevée pour être emmenée à Gaza, mais quelques jours après l'attaque, elle a retrouvé son corps"*.

Il est surprenant de constater qu'un témoignage très similaire a été donné sur Republic, une chaîne de télévision indienne conservatrice de droite, le 25 octobre. À l'époque, un soldat de la même unité, la 669, était apparu dans une interview dont les initiales étaient inconnues. Curieusement, cette interview a été largement ignorée par les médias israéliens. Cette interview avait été organisée par Eylon Levy, le porte-parole du bureau du Premier ministre israélien pour les médias étrangers. À l'époque, Eylon Levy a publié l'interview sur X/Twitter, affirmant qu'il s'agissait d'un témoignage de "Be'eri", alors que le soldat de la première interview faisait référence à une autre colonie, "Nahal Oz".

En outre, selon une interview accordée à Channel 13, le chef de la bataille du kiboutz Be'eri, le général de brigade Barak Hiram, a dénombré 13 unités militaires différentes qui formaient la force de combat présente sur place - l'unité 669 n'en faisait pas partie.

### **Tout le monde peut devenir médecin légiste**

Le reportage de CNN fait ensuite intervenir deux témoins qui parlent de l'état des cadavres qu'ils ont vus. La première apparaît sous un pseudonyme pour une raison inconnue, bien qu'elle montre son visage et porte des vêtements civils provenant d'une maison privée.

Le rapport l'identifie comme une "*volontaire*" à la morgue de la base militaire de Shura, où de nombreux corps ont été amenés pour être identifiés et préparés pour l'enterrement. Le témoin était apparu précédemment dans un rapport écrit (comprenant une photo d'elle en uniforme militaire) où elle était identifiée comme un caporal réserviste de l'armée israélienne qui travaille comme architecte dans sa vie quotidienne. Dans le rapport écrit de Ynet, publié le 31 octobre 2023, elle n'a mentionné aucune allégation de violence sexuelle.

Le deuxième témoin est Rami Shmuel, que Jake Tapper identifie comme l'un des organisateurs du festival "*Nova*". En réalité, il est l'un des organisateurs du festival "*UNITY*" - un autre festival de musique électronique, qui se tient la veille du "*Nova*" au même endroit. Les deux festivals ne sont pas liés.

CNN ne mentionne pas le fait que Rami Shmuel n'était pas présent sur le lieu du festival lors de l'attaque. Selon le message de Shmuel sur Facebook, publié dans l'après-midi du 7 octobre, il était "*en sécurité*" dans une villa de la colonie de Netivot.

Le lendemain, Shmuel affirme qu'il a participé aux efforts de recherche de corps et de survivants dans la région, à titre personnel et non officiel. Ce que Shmuel a raconté à ses partisans dans la soirée du 8 octobre ne comportait aucune allusion à des violences sexuelles : *"Il y a une heure, j'ai quitté la zone, et les scènes sont très, très difficiles et (...) Une zone de guerre dans tous les sens du terme. Des centaines de voitures abandonnées et criblées de balles, des feux qui brûlent encore dans certaines zones ouvertes"*.

## **Le témoin qui les a "vus"**

Le reportage de CNN se poursuit ainsi : "*Mardi, la police a tenu une conférence de presse au cours de laquelle un témoin a déclaré...*", puis le journaliste passe à la lecture d'une citation écrite affichée à l'écran. Cette citation suggère que le témoin - une femme dont on ne sait rien de plus sur elle - a vu, alors qu'il se cachait avec un autre secouriste, qu'*ils ont penché quelqu'un et j'ai compris qu'il la violait et qu'il la passait à quelqu'un d'autre (...)* Je l'ai vu lui couper le sein et le jeter sur la route, et ils ont commencé à jouer avec".

Le rapport, ici, cache de nombreux faits importants qui ont été rapportés dans un rapport détaillé dans les médias israéliens de la séance d'information qui souligne les incohérences suivantes :

- 1.) La femme n'était pas présente au briefing, les officiers de police ont joué un enregistrement d'elle sans plus de détails.
- 2.) Le témoin s'est échappé du festival de musique, ce qu'elle décrit a été vu alors qu'elle se cachait.
- 3.) Elle était accompagnée d'un ambulancier qui a déclaré ne pas avoir vu ce qu'elle a mentionné.
- 4.) CNN et les autres médias qui ont publié ce témoignage ont volontairement omis la dernière partie du témoignage : "*J'ai vu l'un d'entre eux porter une fille nue sur son épaule, tandis que les autres brandissaient des têtes décapitées, comme dans une sorte de démonstration de pouvoir*".

Cette dernière affirmation n'a été partagée par aucun responsable israélien et soulève de sérieuses questions quant à la fiabilité générale du témoin.

## **Campagne israélienne de promotion de la question**

Le reportage de CNN se termine par le fait que Tapper et Elkayam-Levy fustigent la communauté internationale pour avoir ignoré ces actes de violence à l'encontre des femmes. Il est difficile de faire la part des choses entre ce cadrage et celui que le gouvernement israélien lui-même mettait en avant à ce moment-là.

Le 13 novembre, la police israélienne a organisé une réunion d'information à l'intention des journalistes qui, selon les rapports, promettait de nouvelles preuves concernant les violences sexuelles commises le 7 octobre. C'est cette réunion qui est mentionnée dans le rapport de CNN. Cependant, CNN n'a pas rapporté la tension apparente entre les journalistes et les officiers de police lors de la réunion d'information à propos de l'absence de nouvelles informations et de preuves claires. Le chef de la police a refusé de répondre à toute question et le responsable des médias de la police, Merit Ben Meir, s'est engagé dans une discussion animée avec les journalistes au cours de laquelle ils ont clairement fait passer le message de la réunion, en déclarant : "*Sur la base des circonstances dans lesquelles les corps ont été découverts, il n'y a pas eu de preuves suffisantes. D'après les circonstances des corps, il y a eu viol et il n'y a pas lieu de remettre en question ces événements.* "

Quelques jours plus tard, le 17 novembre, plus de vingt jours après la publication de la lettre des activistes canadiennes, un tweet a été posté par une organisation sioniste canadienne attaquant Samantha Pearson.

Un jour plus tard, le 18 novembre, CNN a publié son rapport et, en l'espace de quelques heures, une campagne médiatique contre Samantha Pearson et d'autres groupes féministes a commencé, conduisant immédiatement à son licenciement.

Le matin du 19 novembre, la presse israélienne a annoncé que le ministère des affaires étrangères intensifiait ses efforts pour influencer les "*organisations féministes mondiales*" et profiter de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, pour mettre en lumière les allégations d'agressions sexuelles commises par des Israéliens. Dans la soirée du même jour, une campagne publicitaire a été lancée, mettant en scène des actrices et des mannequins israéliens répétant littéralement le même slogan que celui par lequel Jake Tapper termine son reportage sur CNN : "*Si le viol de femmes israéliennes ne compte pas comme un viol*".

## **Responsabilité**

L'histoire nous a appris que les génocides nécessitent toujours la déshumanisation et la diabolisation des peuples anéantis, qui sont considérés comme des animaux humains et des sauvages. Le rapport de CNN fait partie de cette déshumanisation. L'analyse présentée ici n'a pas pour but de nier la possibilité que des violences sexuelles contre les femmes aient pu se produire le 7 octobre. Il s'agit de rendre compte de la situation de manière équitable et de s'assurer qu'il existe des preuves suffisantes et fiables à l'appui de ces graves allégations. Si des violences sexuelles ont eu lieu, leurs auteurs doivent être sévèrement punis. Cette responsabilité incombe avant tout aux Palestiniens.

Il s'agit de rendre justice aux victimes de ces crimes et de préserver l'intégrité de la lutte palestinienne pour la libération, qui rejette les violences sexuelles. Les auteurs de ces crimes doivent être tenus pour responsables de leurs actes. Cela doit se faire par le biais d'une procédure pénale équitable basée sur des faits et des preuves. Nous maintenons qu'une procédure pénale équitable ne peut être mise en place dans les tribunaux militaires israéliens illégaux, dans lesquels les taux de condamnation sont supérieurs à 99 %.

Nous pensons plutôt que l'objectif d'Israël n'est pas de rechercher la justice, mais de créer une pression qui réduit le monde au silence et persécute toute personne appelant à un cessez-le-feu et à la fin de la guerre. L'étape suivante de cette campagne consiste à intensifier la chasse aux sorcières contre toute personne soutenant les droits des Palestiniens. Cette campagne est menée dans un seul but : l'anéantissement du peuple palestinien à Gaza.

## **Notes**

Vous pouvez rechercher יראב et vous obtiendrez la liste. Il y a (comme détaillé dans le rapport plus long) une autre fille (12 ans) qui n'avait pas d'autres adolescentes avec elle. Une autre paire de sœurs, âgées de 15 et 22 ans, ont disparu pendant plus de deux semaines et leur famille pensait qu'elles avaient été enlevées. Il ne nous reste plus qu'à évoquer le cas décrit dans le rapport.